

Nos enfants ne peuvent pas attendre !

Un collectif budgétaire est nécessaire pour que la rentrée scolaire se fasse dans de bonnes conditions.

Avec la défaite de Nicolas Sarkozy, l'étau qui enserrait l'enseignement public vient de se desserrer un peu. Mais changer un homme ne suffit pas, il faut changer de politique. L'école a besoin d'une loi d'orientation, élaborée avec tous les acteurs de l'éducation. Mais sans attendre, il faut préparer les conditions d'une rentrée scolaire qui soit meilleure que les précédentes. Les personnels l'exigent, les enfants en ont besoin. Et pour cela, il faut des moyens tout de suite !

C'est pourquoi nous demandons la mise en place d'un collectif budgétaire : il faut attribuer des moyens nouveaux à l'éducation sans attendre, pour assurer la rentrée prochaine dans de bonnes conditions.

- **Priorité au combat contre l'échec !** Il faut recréer les 2500 postes des RASED supprimés cette année en proposant aux enseignants mutés sur des postes ordinaires de réintégrer leur poste dans les équipes RASED et en recrutant les jeunes qui attendent sur liste complémentaire.
- **Il faut relancer dès maintenant la formation des enseignants et des personnels.** Pour commencer, il faut rétablir l'année de stage à mi-temps pour les lauréats du concours 2012, ce qui implique de créer environ 6 500 postes sous statut de la fonction publique d'État. Une politique de formation, avec un cadrage national et une coopération entre les universités et l'éducation nationale est nécessaire pour organiser et encadrer ce stage dans de bonnes conditions. Enfin, il faut mettre en place dès la rentrée prochaine le **pré-recrutement** des futurs enseignants, pour reconstruire un vivier et démocratiser l'accès au métier.
- **Il faut rétablir pour la rentrée les postes supprimés** dans la dernière vague, sous statut de la fonction publique d'État, en recrutant sur liste complémentaire. Le rattrapage des suppressions des années précédentes devra se faire au cours des rentrées prochaines. Priorité aux REP, aux zones rurales, et aux lycées professionnels, qui ont été les plus touchés.
- **L'école doit être gratuite !** Interdisons toute forme de demande de contribution financière des familles au frais de scolarité (sorties, etc.).

La France doit se donner les moyens d'une politique de progrès pour l'éducation. **Nous n'accepterons pas que ces moyens soient prélevés sur un budget de l'État constant, donc au détriment des autres services publics** (santé, justice, police de proximité, recherche, écologie, etc.). Ce serait injuste et inefficace : si l'ensemble de la vie sociale est fragilisée, l'école en souffrira nécessairement.

Il faut donc créer des ressources nouvelles, en réformant la fiscalité. Il faut rompre avec les politiques d'austérité imposées par les marchés financiers et l'Union européenne. Les dépenses publiques doivent sortir des mains des marchés financiers. Au prochain sommet européen, la France doit réclamer la création d'un **fonds européen solidaire, social et écologique** à gestion démocratique et abondé directement par la Banque centrale européenne, institution publique, pour financer les services publics de façon solidaire, partout en Europe.

Pour signer la pétition :
reseau.ecole-pcf@orange.fr

Construisons l'école de l'égalité !



Retrouvez nos propositions sur internet : www.pcf.fr – <http://reseau-ecole.pcf.fr>